



Déclaration liminaire des élus CGT au CSEC

Les autorités Australiennes ont annoncé leur intention de se doter de sous-marins à propulsion nucléaire, actant ainsi leur désengagement du contrat portant sur la livraison par Naval Group de 12 sous-marins à propulsion classique.

Pour la CGT de Naval Group, la déception concernant cette annonce est mesurée comme l'était d'ailleurs son optimisme au moment de la signature du contrat en 2016. Sur ce genre de dossier, il nous paraît indispensable de garder la tête froide. Nous n'avons pas sauté de joie en 2016, nous ne pleurerons pas en 2021.

Ce retournement de situation met sous les projecteurs médiatiques les risques encourus par une stratégie d'entreprise où prime l'internationalisation et la financiarisation des contrats d'armements.

C'est avant tout un échec politique, Naval Group et surtout ses personnels n'a en rien à porter la responsabilité de cet échec. Le ministre de l'économie a annoncé qu'il n'y aurait pas de perte d'emplois !!! Nous attendrons les actes mais prenons bonne note.

Par contre, une fois de plus, la CGT alerte sur ces contrats et leurs risques associés. Les contrats à l'export sont éminemment politiques avant d'être financiers. Arrêtons de mettre la pression des coûts sur les personnels. C'est insupportable. Laissons-les travailler. Puisqu'ils sont politiques, la CGT considère que les organisations syndicales représentatives de Naval Group doivent être entendues par les parlementaires du Sénat et de l'Assemblée Nationale. A cet effet, le secrétaire du CSEC a toute légitimité pour adresser un courrier dans ce sens aux présidents des commissions de Défense et des Affaires Etrangères.

Nous attendons de la Direction, un engagement fort de transparence dans la gestion du lendemain de l'échec. Transparence que nous mesurerons d'ici la fin d'année, auquel cas nous pourrions toujours utiliser les outils réglementaires pour faire la transparence et faire qu'aucun personnel ne paie la facture de l'échec du contrat du siècle. Perdre un contrat aussi structurant soit il pour Naval Group, doit passer par une transparence envers les instances.

Depuis 5 ans, des centaines de salariés se sont attachés à faire avancer le programme Australien, bien souvent d'ailleurs dans une ambiance exécrable et des pressions managériales à la hauteur des enjeux d'un tel contrat.

Déjà en 2016, les personnels avaient payé d'un PSE et d'une dénonciation de l'accord d'entreprise la « mise à niveau » pour gagner en compétitivité et remporter le contrat AFS. Ils avaient déjà, à l'époque, servi de variable d'ajustement.

Et demain ? **Pour la CGT, il est hors de question que les personnels paient la facture !!!**

Aujourd'hui, Naval Group perd un contrat de sous-marins mais demain, qu'en sera-t-il d'autres contrats export conclus par le biais de co-entreprises et filiales de Naval Group à l'étranger ? Les premiers pas de l'alliance FINCANTIERI-Naval Group via la société NAVIRIS ne sont pas pour nous rassurer sur le sujet. Nous attendons toujours que vous mettiez de l'ordre et de la transparence sur ce sujet.

La CGT attend une refonte profonde de la stratégie de l'entreprise, s'il y a bien un moment opportun de le faire c'est maintenant. La CGT est à disposition pour donner sa vision de l'entreprise et confronter nos idées.

Pour la CGT, il est encore temps d'arrêter cette fuite en avant par des ré-internalisations de charge dans nos établissements et ainsi pérenniser l'emploi. Il est inadmissible de voir le contrat MCMV signé par Naval Group partir en Pologne quand dans le même temps Lorient cherche de la charge.

La CGT rappelle aussi que le futur fleuron de la Marine Nationale : le PANG doit être aussi construit dans les établissements de Naval Group. La charge il y en a. Faut il avoir la volonté de la réaliser en interne. La filiale créée pour ce contrat ne permettra pas aux élus d'avoir la visibilité sur les choix industriels qui y seront faits !!!

Vous parlez de ré internalisation ? Alors allez-y, c'est le moment de changer de braquet.

A l'aube de négociation pour un accord NAO qui va fixer les bases de la reconnaissance des personnels pour les 3 ans à venir, la CGT ne laissera pas la direction faire de ce contrat perdu une aubaine pour une fois de plus gratter sur les salaires et les acquis des personnels.

Plus que jamais, devant le danger que représente l'instabilité économique des contrats d'armement à l'export (au-delà des questions éthiques et morales), la reconnaissance des personnels ne passe plus par le seul système de l'intéressement et de la participation. Sécurisons nos compétences, nos métiers et l'attractivité de Naval Group en sécurisant la reconnaissance des personnels par le partage des richesses dont l'attribution d'un 13^{ème} mois pour tous. Naval Group en a les moyens. La CGT organise un rassemblement massif devant le siège demain pour revendiquer ce partage des richesses. Les délégations seront en grève et ne siégeront donc pas à la séance de demain matin.

Nous vous remercions pour votre attention.